FÉDÉRATION DES FINANCES

FLASH INFOS 2025

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

CSA ministériel du 4 juillet 2025

Bercy essentiel mais une fois de plus (de trop) sacrifié !

Présidé dans sa première partie par Madame Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics, ce Comité Social d'Administration devait aborder la modification du décret sur les lanceurs d'alerte et le plan égalité professionnelle.

En introduction, la ministre nous a donné son point de vue sur la situation. Elle se targue de dire les choses telles qu'elles sont, en toute transparence. Pour 2025, elle juge la cible de déficit atteignable mais exigeante, avec un nouvel effort de 5 MD € (2 Md € sur l'ONDAM et 3 MD € sur les dépenses de l'Etat). Elle veut tenir les engagements pris devant les français…

A la mi-juillet, le premier ministre devrait annoncer les mesures budgétaires et économiques projetées pour 2026.

Bienvenue dans le monde merveilleux de la ministre où le budget 2026 sera un texte de compromis coconstruit où l'effort sur la dépense, sera réparti équitablement entre l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. Les ministères et les agents publics ne peuvent plus porter seuls l'effort budgétaire sans remettre en cause des missions surtout à Bercy, ministère régalien essentiel au fonctionnement de l'Etat et soutien à l'économie … De plus le budget de l'action sociale ministérielle sera préservé.

Pour ***FO Finances***, malgré ses efforts de persuasion, la ministre ne nous a pas convaincu. Il faut dire que le constat est sans appel : 25 000 emplois supprimés en 12 ans, des promesses de stabilisation des effectifs non tenues, un empilement de réformes et de restructurations incessant.

D'ailleurs quand nous avons demandé si Bercy serait exempté, la ministre n'a pas dit que Bercy serait exempté mais qu'il fallait que d'autres contribuent.

Pour elle la hausse du nombre de fonctionnaires entraine une paupérisation des agents en place. Il faut donc revoir la tendance du recrutement public, Le ministère des finances a changé de « régime de baisse ».

Depuis ce CSAM, la ministre a parlé dans la presse d'un plan triennal de suppressions à hauteur de 1500 ou 1600 emplois !!! Encore une fois nos ministres méprisent les instances et le dialogue social.

Pour ***FO Finances***, l'austérité est suicidaire, sur le plan social, économique et démocratique. La solution n'est pas la réduction des dépenses publiques mais l'augmentation des recettes avec une réforme globale de notre fiscalité pour une plus juste répartition des richesses et une conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Arrêté relatif aux procédures de recueil des signalements émis par des lanceurs d'alerte au sein des MEF

Le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat a été abrogé et remplacé par le décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022.

Le projet d'arrêté soumis à ce CSAM n'a pas été examiné à la demande des fédérations car les signalements oraux n'étaient pas repris. La secrétaire générale a proposé de réécrire le texte en reprenant les termes du décret concernant les signalements oraux et de le soumettre au prochain CSAM.

Plan ministériel en faveur de l'Egalité entre les femmes et les hommes

Le plan égalité professionnelle entre les femmes et les hommes aux ministères économiques et financiers pour la période juin 2025 - 2027 soumis à ce CSAM, s'inscrit dans la continuité du précédent plan.

Les axes structurants ont été ajustés pour une meilleure lisibilité et une approche élargie :

✓ Favoriser l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle.

✓ Favoriser l'égalité salariale, l'égalité effective dans les parcours professionnels, et la mixité des métiers.

✓ Prévenir et lutter contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles.

✓ Développer la culture de l'égalité professionnelle dans une démarche globale y compris dans nos politiques publiques.

✓ Mobiliser les actrices et acteurs engagés et assurer le déploiement efficace de la politique égalité.

Pour ***FO Finances***, nous regrettons une nouvelle fois que la négociation ministérielle n'est pu aboutir à mettre fin à la mobilité imposée aux lauréats de C en B à la DGFIP. Pourtant cette mesure ne nécessitait aucun budget supplémentaire juste un engagement de la DGFIP et du ministère, engagement qui aurait permis à de nombreux agents de tenter d'obtenir une promotion largement méritée sans l'épée de Damoclès de la mobilité…

FO Finances reconnait le travail effectué sur le plan ministériel proposé à cette instance. Si ce plan est une obligation, il évolue dans le bon sens, d'où notre vote positif.

FO Finances espère que ce plan nous permettra enfin d'avoir des bilans concrets avec des données genrées, afin de pouvoir à terme corriger les aberrations créées par les règles de gestion directionnelles.

FO Finances s'est également interrogée sur la multiplication des référents et ambassadeurs divers, agent qui cumule souvent les casquettes sans disposer d'un temps dédié à ces missions. En réponse, l'administration a proposé de les lister pour s'assurer qu'ils ont les moyens d'assurer la diffusion des politiques qu'ils portent.

La secrétaire générale a confirmé que l'égalité professionnelle était un sujet au long court, l'idée est d'être dans une démarche continue d'exemplarité et de progrès. Dorénavant les directeurs d'administration centrale sont évalués sur des critères transverses dont l'égalité professionnelle. Pour notre fédération, pourquoi ne pas réfléchir à étendre la prise en compte de ce sujet au niveau de l'évaluation des cadres de proximité ?

Depuis ce CSAM du 4 juillet, l'annonce d'un nouveau suicide à la DGFIP a encore endeuillé nos services. *FO Finances* apporte tout son soutien aux familles, proches, et collègues de ces agents. Depuis janvier 2025, 13 agents se sont suicidés, et 8 autres ont tenté de le faire.

FÉDÉRATION DES FINANCES

Construire les victoires de demain !

Nous condamnons la déclaration du ministre de l'Economie, Eric Lombard, qui estime que ces actes ne sont "pas liés à des raisons ni d'organisation, *ni de charge de travail, ni de management ».* Depuis des années, les représentants du personnel *FO* alertent sur la situation catastrophique des services, sur la dégradation continue des conditions de travail et le malaise croissant des agents. La prévention des suicides au travail passe tout d'abord par une démarche globale de prévention des risques psychosociaux. Mais il est également essentiel qu'une enquête soit systématiquement réalisée en lien avec les formations spécialisées.

Au regard des annonces de la Ministre, lors et après ce CSAM, tout laisse à penser que les constats semblent-ils partagés, sur la perte de pouvoir d'achat, les successions de réformes, la dégradation continue des conditions de travail, laissent nos ministres indifférents et enfermés dans leurs certitudes !

FÉDÉRATION DES FINANCES

Construire les victoires de demain !